

Paul Kagame sera bien candidat à sa succession

Rwanda L'annonce est tout sauf une surprise après une réforme de la Constitution taillée sur mesure.

Le président rwandais, Paul Kagame, a mis fin à un faux suspense en annonçant jeudi soir qu'il se présenterait à l'élection présidentielle de 2017 pour un troisième mandat, comme l'autorise la nouvelle Constitution approuvée massivement par ses concitoyens lors du référendum du 18 décembre. Cette décision était inéluctable depuis l'acceptation par 98,4% des votants, lors du référendum, d'une révision de la Constitution permettant à M. Kagame, 58 ans, de se représenter en 2017 et de potentiellement diriger le pays jusqu'en 2034.

"Vous m'avez demandé de diriger à nouveau ce pays après 2017. Etant donné l'importance que vous y accordez, je ne peux qu'accepter", a-t-il déclaré lors d'un discours à la nation prononcé à minuit sur la chaîne de télévision nationale.

La révision constitutionnelle avait été sévèrement critiquée par les partenaires internationaux du Rwanda, Etats-Unis en tête, qui avaient appelé M. Kagame à quitter le pouvoir en 2017. Celui-ci avait en retour dénoncé l'immixtion de la communauté internationale dans les affaires rwandaises.

Elu en 2003 et réélu en 2010, avec plus de 90 % des voix à chaque fois, M. Kagame avait indiqué que sa décision de se représenter en 2017 – date limite de son dernier mandat se-

lon la Constitution non révisée – dépendrait des résultats du référendum.

"Le mérite de la sagesse"

"L'unité de ce peuple est inébranlable et le travail de construction de la nation continue à allure régulière. Les Rwandais ont demandé une Constitution révisée,

qu'ils ont approuvée dans le récent référendum", a expliqué le chef de l'Etat jeudi soir.

"Vous avez clairement exprimé vos choix pour l'avenir de notre pays", a-t-il ajouté. "Le processus (de modification de la Constitution) nous a laissé du temps pour garantir que les changements proposés présentaient du mérite et de la sagesse."

La révision avait été présentée comme une initiative populaire par les autorités, 3,7 millions de Rwandais ayant d'abord demandé par pétition un maintien au pouvoir de M. Kagame après 2017. La nouvelle Constitution avait ensuite été rédigée et adoptée par le Parlement. Les autorités rwandaises n'en avaient pas moins été critiquées pour le peu de temps – dix jours – laissé entre le vote par le Parlement et le référendum. (AFP)

"Vous m'avez demandé de diriger à nouveau ce pays après 2017."

PAUL KAGAME

Le président rwandais exclut toute dérive autocratique.